

# A V I S

## de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

sur

le document de travail devant servir de base à  
l'orientation de la politique éducative en ma-  
tière de scolarisation des enfants étrangers

Par lettre du 17 avril 1991, Monsieur le Ministre de l'Education Nationale a demandé à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics de formuler ses remarques à propos d'un document intitulé: "Le système scolaire luxembourgeois face au défi de l'intégration des enfants de migrants: Essai de définition d'une conception globale".

#### Observations générales

Dans sa lettre d'accompagnement, Monsieur le Ministre présente le document soumis pour avis à la Chambre comme un "document de travail à caractère provisoire et confidentiel qui servira de base pour l'orientation de (sa) politique éducative en matière de scolarisation des enfants étrangers". La Chambre y est invitée à "faire parvenir (...) à Monsieur Alex Storoni, chargé de mission auprès (du) ministère, (ses) remarques concernant le document afin que (le Ministre) puisse faire appliquer les mesures préconisées dans les meilleurs délais".

Au regard du caractère "provisoire et confidentiel" du document, et compte tenu du fait que les "mesures" y préconisées ne sont décrites que de manière très générale, sans que soit développé le détail des mesures concrètes à envisager pour atteindre les objectifs définis, la Chambre tient à préciser que les observations formulées ci-après ne concernent que "l'orientation générale" et les principes ou "l'esprit" tant de la réflexion générale que des mesures proposées dans le document. La Chambre se réserve par conséquent d'émettre, le moment venu, un avis plus circonstancié sur un texte davantage élaboré au niveau de l'application concrète des principes énoncés et des "mesures" envisagées pour répondre de façon pratique aux objectifs généraux fixés par le document.

Quoi qu'il en soit, la Chambre salue l'initiative prise par le Ministre de l'Education Nationale de définir une conception d'ensemble pour répondre au défi de l'intégration des enfants étrangers, et des enfants de migrants en particulier, dans le système scolaire luxembourgeois. Pays d'immigration, le Luxembourg se voit en effet confronté

aux problèmes conjugués d'une forte population d'origine étrangère, d'une situation démographique autochtone déficitaire, de la perspective de l'instauration du Marché Intérieur de la Communauté Européenne en 1993 et de nouvelles tendances du mouvement d'immigration en Europe. Face à ces problèmes et à ces échéances, il convient de se fixer des objectifs clairs, visant à offrir aux élèves étrangers de nouvelles et de meilleures chances d'intégration dans le système scolaire luxembourgeois. Il faudra cependant veiller à garantir à tous, élèves luxembourgeois et étrangers, un enseignement de qualité, répondant à la fois aux exigences du monde moderne et à la situation spécifique du Luxembourg, notamment en matière de multilinguisme et de l'enseignement des langues, situation qui représente une richesse qu'il convient de préserver et de valoriser.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics se déclare donc d'accord avec l'orientation générale du document. Elle tient cependant à souligner que, pour relever le défi de l'intégration des élèves étrangers et y apporter une solution satisfaisante, il importe de développer, au-delà de ces mesures ponctuelles et isolées, une stratégie à long terme et un concept global clairement définis. Il s'agira de prendre en temps utile des mesures cohérentes et efficaces, qui devront être mises en oeuvre de manière concertée à tous les échelons et à tous les niveaux de l'école luxembourgeoise, tout en veillant à concilier l'esprit d'ouverture et le souci de la flexibilité avec les exigences de l'efficacité et de la qualité de notre enseignement.

La Chambre voudrait relever qu'une politique visant à mieux intégrer les élèves étrangers dans l'école luxembourgeoise ne pourra se faire que grâce à la sensibilisation, la participation et l'engagement des enseignants concernés. Des mesures concrètes s'imposeront donc tant au niveau de leur formation initiale et continue qu'au niveau de la définition de leur tâche. En effet, "plus l'hétérogénéité des classes augmente et plus l'enseignement doit s'écarter des méthodes traditionnelles pour innover et pour différencier."

La Chambre recommande dès lors de favoriser et d'organiser des échanges et des contacts réguliers entre enseignants luxembourgeois et enseignants étrangers engagés dans l'école luxembourgeoise.

La Chambre tient à souligner le passage du document précisant que "les mesures scolaires seules ne suffisent pas à garantir le succès des élèves étrangers", que "toute une gamme de mesures parallèles doivent être prises" et que "les besoins en mesures d'accompagnement dépendent souvent des données locales." La Chambre est d'accord avec l'auteur du texte pour dire qu'il faudra "accorder aux établissements scolaires une certaine autonomie dans l'organisation de ces mesures et (...) mettre à leur disposition un crédit spécial."

Au-delà des déclarations de principe, c'est au niveau des moyens qu'il entend mettre en oeuvre que se mesurera la volonté du Gouvernement de relever le défi de l'intégration des élèves étrangers.

### Examen du texte

Les nombreuses mesures préconisées dans le document de travail n'étant pas encore élaborées de manière concrète, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics voudrait relever qu'elle s'attend à être consultée en temps opportun sur leur contenu précis, en vue d'émettre à ce moment un avis détaillé au sujet des mesures envisagées. D'ores et déjà, la Chambre se permet cependant d'attirer l'attention sur un certain nombre de questions liées aux mesures annoncées.

1. (page 3, alinéa final)

La Chambre n'estime pas qu'il soit correct de dire que les nouveaux critères de promotion applicables dans l'enseignement secondaire "sont aussi et surtout en faveur des enfants étrangers". Elle propose de biffer les mots "et surtout".

2. (page 8 - Education préscolaire)

La Chambre se demande si, pour répondre aux objectifs énoncés, il s'avère utile de rendre obligatoire la fréquentation du jardin d'enfants pendant deux années et elle recommande une étude approfondie à ce sujet.

3. (page 9, 1er alinéa)

La Chambre doute qu'il soit possible d'amener les communes à veiller "à ce que les enfants étrangers restent minoritaires dans les jardins d'enfants". En effet, elle craint que le fait de "leur proposer de changer les limites des secteurs scolaires ou de répartir un certain nombre d'enfants étrangers sur plusieurs bâtiments scolaires" ne manque d'entraîner de nouveaux problèmes et de nouvelles tensions.

4. (page 10)

Le mot "différenciation" revient à cinq reprises à cette page. La Chambre aurait aimé voir mieux définis les concepts de "différenciation interne" et de "différenciation externe" et mieux analysées leurs implications concrètes au niveau de l'école et de la classe. La Chambre se demande également pourquoi il n'est fait référence au concept de différenciation qu'au seul niveau de l'enseignement primaire.

5. (page 11, alinéas 7 et 8)

La Chambre propose de modifier les deux alinéas de la manière suivante:

al. 7: "Créer des classes d'accueil auprès d'un nombre réduit de centres primaires, de centres complémentaires ou d'établissements d'enseignement secondaire technique ..."

al. 8: "Les enfants immigrés entre 10 et 12 ans fréquenteront une classe d'accueil dans un centre primaire. Ils ..."

La Chambre estime en effet qu'une telle mesure garantirait une meilleure intégration des jeunes enfants immigrés de 10 à 12 ans à la population scolaire luxembourgeoise du même âge et qu'elle permettrait une meilleure préparation au passage dans les classes "normales".

6. (page 12, alinéa final)

La Chambre souligne qu'il faudrait préciser qu'un tel enseignement fortement individualisé exigera des moyens accrus ainsi qu'un encadrement pédagogique d'un genre nouveau.

7. (page 13, alinéa 2)

La Chambre partage l'avis que, tout comme pour les enfants luxembourgeois, le passage à l'enseignement postprimaire est un "moment crucial de la scolarisation" pour les enfants étrangers. Elle estime donc qu'il faudra élaborer des "critères de réussite" bien sûr identiques pour tous, mais tenant compte à la fois d'une éventuelle faiblesse des uns et de la "situation spécifique" des autres.

8. (page 14, alinéa 5)

La Chambre se demande dans quelle mesure et dans quelle(s) section(s) le remplacement de l'apprentissage de l'anglais par celui "de la langue d'un groupe d'étrangers largement représenté au Luxembourg" pourrait s'avérer opportun. L'apprentissage de l'anglais pose-t-il des difficultés particulières aux élèves étrangers?

9. (page 14, alinéa 7)

La Chambre est d'avis qu'il faudra soigneusement veiller à éviter de surcharger l'horaire des élèves et qu'un allongement de la journée scolaire ne manquera pas d'entraîner de nouveaux problèmes, surtout pour les élèves en difficulté.

(Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics).

Luxembourg, le 17 mai 1991.

Le Secrétaire,



Le Président,

